

## LES MOTS POUR SE COMPRENDRE

### **Vous**

désigne le client  
c'est-à-dire toute personne,  
physique ou morale, bénéficiaire du  
Service de l'Assainissement.

Ce peut être :  
le propriétaire ou le locataire  
ou l'occupant de bonne foi  
ou la copropriété représentée  
par son syndic.

### **La Collectivité**

désigne le Syndicat Intercommunal  
d'Assainissement de Bécherel –  
Longaulnay – Miniac-sous-Bécherel  
en charge du Service de  
l'Assainissement Collectif.

### **L'Exploitant du service**

désigne Veolia Eau – Compagnie  
Générale des Eaux, entreprise  
à qui la Collectivité a confié,  
dans les conditions du  
règlement du service,  
la gestion des eaux déversées par le  
client dans les réseaux  
d'assainissement des eaux usées.

### **Le Règlement du service**

désigne le document établi  
par la Collectivité et adopté  
par délibération du 29/11/2012 ;  
il définit les obligations mutuelles de  
l'Exploitant du service  
et du client.



## Le Service de l'Assainissement

**Le Service de l'Assainissement désigne  
l'ensemble des activités nécessaires à  
l'évacuation de vos eaux usées et pluviales  
(collecte, transport, épuration  
et service client).**

### **1•1 Les eaux admises**

Seules les eaux usées domestiques  
peuvent être rejetées dans le réseau  
d'assainissement collectif des eaux  
usées.

Les eaux pluviales doivent être rejetées  
dans le réseau collectif d'eaux pluviales.

On entend par :

- eaux usées domestiques, les eaux usées provenant des cuisines, buanderies, lavabos, salles de bains, toilettes et installations similaires.
- eaux pluviales ou de ruissellement, les eaux provenant soit des précipitations atmosphériques, soit des arrosages ou lavages des voies publiques et privées, des jardins, des cours d'immeubles...

Vos rejets sont collectés de manière  
séparée (eaux domestiques d'une part et  
eaux pluviales d'autre part).

Sous certaines conditions et après  
autorisation préalable de la Collectivité,  
les eaux usées autres que domestiques  
peuvent être rejetées dans les réseaux  
d'assainissement.

Vous pouvez contacter à tout moment  
l'Exploitant du service pour connaître les  
conditions de déversement de vos eaux  
dans les réseaux d'assainissement ainsi  
que les modalités d'obtention d'une  
autorisation particulière si nécessaire.

### **1•2 Les engagements du service**

En collectant vos eaux usées, l'Exploitant  
du service s'engage à mettre en œuvre  
un service de qualité.

Les prestations qui vous sont garanties  
sont les suivantes :

- une assistance technique  
au 0 811 902 902\*, 24 heures sur 24 et  
7 jours sur 7 pour répondre aux urgences  
techniques concernant l'évacuation de  
vos eaux usées dans les réseaux,
- un accueil téléphonique  
au 0 811 902 902\* du lundi au vendredi de  
8 h à 19 h et le samedi de 9 h à 12 h pour  
effectuer toutes vos démarches et répondre  
à toutes vos questions relatives au fonction-  
nement du Service de l'Assainissement,

- une réponse écrite à vos courriers dans  
les 8 jours suivant leur réception,

qu'il s'agisse de questions sur la qualité  
du service ou sur votre facture,

- le respect des horaires de rendez-vous  
pour toute demande nécessitant une  
intervention à votre domicile avec une plage  
horaire de 2 heures maximum garantie,

- une étude et une réalisation rapide  
pour l'installation d'un nouveau  
branchement d'assainissement avec :

- envoi du devis sous 8 jours après  
réception de votre demande ou après  
rendez-vous d'étude des lieux et accord  
de la Collectivité, si nécessaire,
- réalisation des travaux à la date qui vous  
convient et, au plus tard, dans les 15 jours  
(ou plus tard à la date qui vous convient),  
après acceptation du devis et obtention des  
autorisations administratives.

Les engagements du service sont  
susceptibles d'évoluer pour mieux répondre  
aux attentes des clients.

### **1•3 Les règles d'usage du service**

En bénéficiant du Service de l'Assainis-  
sement, vous vous engagez à respecter  
les règles de salubrité publique et de  
protection de l'environnement.

D'une manière générale, ces règles vous  
interdisent de déverser dans les réseaux  
toute substance pouvant :

- causer un danger au personnel  
d'exploitation,
- dégrader les ouvrages de collecte et  
d'épuration ou gêner leur fonctionnement,
- créer une menace pour l'environnement.

En particulier, vous ne pouvez rejeter :

- le contenu ou les effluents des fosses  
septiques,
- les déchets solides tels que les ordures  
ménagères, y compris après broyage,
- les huiles usagées,
- les hydrocarbures, solvants, acides,  
bases, cyanures, sulfures...
- les produits radioactifs.

Vous vous engagez également à  
respecter les conditions d'utilisation des  
installations mises à votre disposition.  
Ainsi, vous ne pouvez y déverser :

- des eaux de source ou des eaux  
souterraines, y compris lorsqu'elles ont  
été utilisées dans des installations de  
traitement thermique ou de climatisation,
- des eaux de vidange de piscines ou  
bassins de natation sans autorisation  
préalable de l'Exploitant du service.

Vous ne pouvez pas non plus rejeter des  
eaux usées dans les ouvrages destinés à  
évacuer les eaux pluviales et  
réciproquement.

\* prix d'un appel local à partir d'un poste fixe  
hors surcoût éventuel lié à l'opérateur

Le non respect de ces conditions peut entraîner la mise hors service du branchement après l'envoi d'une mise en demeure restée sans effet. La Collectivité et l'Exploitant du service se réservent le droit d'engager toutes poursuites.

Dans le cas de risque pour la santé publique ou d'atteinte grave à l'environnement, la mise hors service du branchement peut être immédiate pour protéger les intérêts des autres clients ou faire cesser un délit.

#### 1•4 Les interruptions du service

L'exploitation du Service de l'Assainissement peut nécessiter des interventions sur les installations de collecte des eaux entraînant une interruption du service. Dans toute la mesure du possible, l'Exploitant du service vous informe de ces interruptions quand elles sont prévisibles (travaux de réparations ou d'entretien).

L'Exploitant du service ne peut être tenu pour responsable d'une perturbation ou d'une interruption dans l'évacuation des eaux due à un cas de force majeure. Le gel, les inondations ou autres catastrophes naturelles, peuvent être assimilés à la force majeure.

#### 1•5 Les modifications du service

Dans l'intérêt général, la Collectivité peut modifier le réseau de collecte. Dès lors que les conditions de collecte sont modifiées et qu'il en a connaissance, l'Exploitant du service doit vous avertir, sauf cas de force majeure, des conséquences correspondantes.



**Votre contrat**

**Pour bénéficier du Service de l'Assainissement, vous devez souscrire auprès de l'Exploitant du service un contrat dit « de déversement ».**

#### 2•1 La souscription du contrat

Pour souscrire un contrat de déversement, il vous suffit d'en faire la demande par téléphone au 0 811 902 902\* ou par écrit auprès de l'Exploitant du service.

Lorsque les Services de l'Eau et de l'Assainissement sont confiés à un même exploitant, la souscription du contrat d'abonnement au Service de l'Eau entraîne en règle générale la souscription automatique du contrat de déversement.

Vous recevez le règlement du service, les conditions particulières de votre contrat et un dossier d'information sur le Service de l'Assainissement.

Le règlement de la première facture dite "facture-contrat" confirme l'acceptation des conditions particulières du contrat et du règlement du Service de l'Assainissement.

A défaut de paiement dans le délai indiqué, le service est suspendu.

Votre contrat prend effet à la date :

- soit de l'entrée dans les lieux (si le branchement est déjà en service),
- soit de la mise en service du branchement.

Les indications fournies dans le cadre de votre contrat font l'objet d'un traitement informatique. Vous bénéficiez à ce sujet du droit d'accès et de rectification prévu par la Loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978.

#### 2•2 La résiliation du contrat

Votre contrat est souscrit pour une durée indéterminée.

Vous pouvez le résilier à tout moment par téléphone au 0 811 902 902\* ou par lettre simple, avec un préavis de 10 jours. Une facture d'arrêt de compte, calculée sur la base du relevé de votre consommation d'eau, vous est alors adressée.

Lorsque les Services de l'Eau et de l'Assainissement sont confiés à un même exploitant, la résiliation du contrat d'abonnement au Service de l'Eau entraîne en règle générale la résiliation automatique du contrat de déversement avec la même date d'effet.

L'Exploitant du service peut, pour sa part, résilier votre contrat :

- si vous n'avez pas réglé votre facture dans les 6 mois qui suivent la mise hors service du branchement,
- si vous ne respectez pas les règles d'usage du service.

#### 2•3 Si vous habitez un immeuble collectif

Quand une convention d'individualisation des contrats de fourniture d'eau a été passée pour votre immeuble avec le Distributeur d'eau, vous devez souscrire un contrat individuel au Service de l'Assainissement.

Si la convention d'individualisation est résiliée, les contrats individuels le sont aussi de plein droit et le propriétaire ou la copropriété souscrit alors, pour l'immeuble, un contrat unique au Service de l'Assainissement.



**Votre facture**

**En règle générale, le Service de l'Assainissement est facturé en même temps que le Service de l'Eau. Votre facture est calculée sur la base de votre consommation d'eau.**

#### 3•1 La présentation de la facture

Le Service de l'Assainissement est facturé sous la forme d'une redevance dite « redevance d'assainissement ».

Elle couvre l'ensemble des frais de fonctionnement du Service de l'Assainissement (collecte et épuration), et éventuellement, les charges d'investissement correspondantes.

Les montants facturés peuvent se décomposer en une part fixe (abonnement) et une part variable. La part variable est calculée en fonction des volumes d'eau prélevés sur le réseau public de distribution d'eau.

Si vous êtes alimenté en eau, totalement ou partiellement, à partir d'un puits ou de toute autre source qui ne relève pas du service public, vous êtes tenu d'en faire la déclaration en Mairie. Dans ce cas, la redevance d'assainissement applicable à vos rejets est calculée :

- soit par mesure directe au moyen de dispositifs de comptage posés et entretenus par vos soins,
- soit sur la base de critères définis par la Collectivité et permettant d'évaluer les volumes prélevés.

Tous les éléments de votre facture sont soumis à la TVA au taux en vigueur.

La présentation de votre facture sera adaptée en cas de modification des textes en vigueur.

#### 3•2 L'actualisation des tarifs

Les tarifs appliqués sont fixés et actualisés :

- selon les termes du contrat passé entre la Collectivité et l'Exploitant du service pour la part lui revenant,
- par décision de la Collectivité, pour la part qui lui est destinée.

Si de nouveaux frais, droits, taxes, redevances ou impôts étaient imputés au Service de l'Assainissement, ils seraient répercutés de plein droit sur votre facture.

Vous êtes informé au préalable des changements significatifs de tarifs ou, au plus tard, à l'occasion de la première facture appliquant le nouveau tarif.

#### 3•3 Les modalités et délais de paiement

Le paiement doit être effectué avant la date limite indiquée sur la facture.

La part fixe (abonnement) de votre redevance d'assainissement est facturée semestriellement et par avance. En cas de période incomplète (début ou fin d'abonnement au cours d'une période de

\* prix d'un appel local à partir d'un poste fixe hors surcoût éventuel lié à l'opérateur

consommation d'eau), elle vous est facturée au prorata du temps écoulé.

La part variable de votre redevance d'assainissement est facturée à terme échu semestriellement. En cas de période sans relevé de consommation d'eau, le volume facturé est estimé à partir de votre consommation semestrielle précédente.

Les modes de paiement mis à votre disposition pour régler votre facture, sont les mêmes que ceux qui vous sont proposés pour le règlement de vos factures d'eau et sont précisés sur votre facture.

### 3•4 En cas de non paiement

A défaut de paiement de tout ou partie de votre facture dans un délai d'un mois à compter de la date limite de paiement indiquée sur la facture, le montant dû sera majoré des frais forfaitaires de relance.

En outre, à compter de cette majoration et jusqu'au paiement des factures dues, le branchement peut être mis hors service. Durant cette interruption, l'abonnement continue à être facturé et les frais d'obturation et de remise en service du branchement sont à votre charge.

En cas de non-paiement, l'Exploitant du service poursuit le règlement des factures par toutes voies de droit.

### 3•5 Les cas d'exonération ou de réduction

La redevance d'assainissement étant perçue en contrepartie du service rendu, vous pouvez bénéficier d'exonération :

- si vous disposez de branchements spécifiques en eau potable pour lesquels vous avez souscrit auprès du Service de l'Eau des contrats particuliers (irrigation, arrosage, piscine,...) excluant tout rejet d'eaux usées.

- si vous êtes en mesure de justifier qu'une fuite accidentelle dans vos installations privées est à l'origine d'une surconsommation d'eau ne générant pas de rejet dans les réseaux.

Dans ce cas, la consommation d'eau servant de base au calcul de la redevance pour la période en cours est supposée être égale à celle de la période antérieure équivalente.

De même, si dans le cadre du Service de l'Eau, vous avez souscrit un contrat Assurance Fuite, votre redevance d'assainissement peut être réduite lorsque survient une fuite couverte par les garanties de ce contrat.



**On appelle « raccordement » le fait de relier des installations privées de collecte des eaux usées ou pluviales au réseau public d'assainissement.**

### 4•1 Les obligations pour le propriétaire

#### • pour les eaux usées domestiques

Le raccordement au réseau public d'assainissement est obligatoire dans un délai de deux ans à compter de la date de mise en service de ce réseau.

Ce raccordement peut se faire soit directement, soit par l'intermédiaire de voies privées ou de servitudes de passage.

Dès la mise en service du réseau, tant que vos installations ne sont pas raccordées, vous pouvez être astreint par décision de la Collectivité au paiement d'une somme au moins équivalente à la redevance d'assainissement. Cette somme est perçue par la Collectivité.

Au terme du délai de deux ans, si vos installations ne sont toujours pas raccordées, cette somme perçue par la Collectivité peut être majorée, par décision de la Collectivité, dans la limite de 100 %.

Si la mise en œuvre des travaux de raccordement se heurte à des obstacles techniques sérieux et si le coût de mise en œuvre est démesuré, vous pouvez bénéficier d'une dispense de raccordement par dérogation expresse de la Collectivité.

Dans ce cas, votre propriété devra être équipée d'une installation d'assainissement autonome réglementaire.

#### • pour les eaux pluviales

Le raccordement au réseau public d'eaux usées est interdit.

#### • pour les eaux usées autres que domestiques

Le raccordement au réseau public d'assainissement est soumis à l'obtention d'une autorisation préalable de la Collectivité. L'arrêté d'autorisation délivré par la Collectivité peut prévoir des conditions techniques et financières adaptées à chaque cas. Il peut notamment imposer la mise en place de dispositifs de pré-traitement dans vos installations privées.

### 4•2 La demande de raccordement

La demande doit être effectuée par le propriétaire ou la copropriété auprès de l'Exploitant du service. Elle est traitée dans les délais et conditions prévus par les engagements du service.



**On appelle « branchement » l'ensemble des éléments d'évacuation des eaux usées ou pluviales qui va de la propriété au réseau public.**

### 5•1 La description

La partie publique du branchement comprend :

- un dispositif de raccordement à la propriété,
- un ouvrage dit « regard de branchement », accessible, placé de préférence en domaine public, pour le contrôle et l'entretien du branchement,
- une canalisation située en domaine public et/ou privé,
- un dispositif de raccordement au réseau public.

### 5•2 L'installation et la mise en service

Le nombre de branchements à installer par propriété est fixé par l'Exploitant du service.

En règle générale, ce nombre est limité à un par propriété et par nature d'eau rejetée dans les réseaux d'assainissement.

Les eaux ne doivent pas être collectées de manière groupée (eaux usées domestiques avec eaux pluviales).

Les eaux devant être collectées de manière séparée, la propriété doit être équipée de deux branchements spécifiques : un pour les eaux usées domestiques et l'autre pour les eaux pluviales.

L'Exploitant du service détermine en accord avec vous, les conditions techniques d'établissement de chaque branchement.

Les travaux d'installation du branchement en domaine public, sont réalisés par l'Exploitant du service ou par une entreprise agréée par la Collectivité sous le contrôle de l'Exploitant du service et des services compétents.

L'Exploitant du service est seul habilité à mettre en service le branchement après avoir vérifié la conformité des installations privées.

Lors de la construction d'un nouveau réseau d'assainissement, la Collectivité peut, pour toutes les propriétés riveraines existantes, exécuter ou faire exécuter d'office la partie des branchements située en domaine public (regard compris).

Les travaux d'extension ou de renforcement des réseaux sont réalisés par la Collectivité aux conditions définies par cette dernière et adaptées à chaque situation.

Dans tous les cas, la partie des branchements située en domaine public est incorporée au réseau public, propriété de la Collectivité.

En ce qui concerne les branchements pour l'évacuation des eaux pluviales, la Collectivité peut vous imposer la construction préalable en domaine privé de dispositifs particuliers de pré-traitement (dessableurs, déshuileurs, ...), ou d'ouvrages tels que bêche de stockage, plan d'eau régulateur limitant le débit des rejets.

### 5•3 Le paiement

Tous les frais nécessaires à l'installation du branchement (travaux, fournitures, occupation et réfection des chaussées et trottoirs) sont à votre charge.

Lorsque la réalisation des travaux lui est confiée, l'Exploitant du service établit préalablement un devis en appliquant les tarifs fixés sur le bordereau de prix annexé au contrat passé entre la Collectivité et lui. Le règlement s'effectue en remettant à l'Exploitant du service un chèque d'acompte correspondant à 100 % du montant du devis, chèque qui sera encaissé à l'achèvement des travaux.

Si à l'occasion de la construction d'un nouveau réseau d'assainissement, la Collectivité exécute ou fait exécuter d'office la partie des branchements située en domaine public, elle peut vous demander le remboursement de tout ou partie des dépenses entraînées par ces travaux.

Lorsque le branchement de votre propriété est effectué après la mise en service du réseau d'assainissement, la Collectivité peut vous demander une participation financière pour tenir compte de l'économie que vous réalisez en évitant une installation d'évacuation ou d'épuration individuelle.

Le montant de cette participation est déterminé et perçu par la Collectivité.

### 5•4 L'entretien et le renouvellement

Pour la partie située en domaine public, l'entretien et les réparations du branchement d'eaux usées sont à la charge de l'Exploitant du service, son renouvellement est à la charge de la Collectivité. Pour la partie située en domaine public, L'entretien, les réparations et le renouvellement du branchement d'eaux pluviales sont à la charge de la Collectivité.

Les dommages pouvant résulter de l'existence ou du fonctionnement de la partie du branchement située en domaine public, ne vous incombent pas. Toutefois, s'il est établi que des dommages résultent d'une faute de votre part, vous devrez régler les frais de remise en état sur la base des tarifs fixés sur le bordereau des prix annexé au contrat passé entre la Collectivité et l'Exploitant du service.

Les frais de déplacement, de modification ou de suppression du branchement effectués à votre demande sont à votre charge.

Vous êtes chargé de la garde et de la surveillance de la partie du branchement située en domaine privé. En

conséquence, l'Exploitant du service n'est pas responsable des dommages, notamment aux tiers, résultant d'un sinistre survenant en domaine privé et lié à un défaut d'entretien ou de surveillance.

En cas d'inobservation du présent règlement ou de risque pour la sécurité, l'Exploitant du service peut exécuter d'office et à vos frais, tous les travaux rendus nécessaires. Sauf cas d'urgence, vous serez informé préalablement à la réalisation de ces travaux.

### 5•5 La suppression ou la modification

Lorsque la démolition ou la transformation d'une propriété entraîne la suppression du branchement ou sa modification, les frais correspondants sont à la charge du propriétaire ou de la copropriété ayant déposé le permis de démolition ou de construire.



## Les installations privées

**On appelle « installations privées » les installations de collecte des eaux usées ou pluviales situées avant le dispositif de raccordement de la propriété.**

### 6•1 Les caractéristiques

La conception et l'établissement des installations privées sont exécutés aux frais du propriétaire et par l'entrepreneur de son choix.

Ces installations ne doivent présenter aucun inconvénient pour le Service de l'Assainissement et doivent être conformes aux règles de l'art ainsi qu'aux dispositions du règlement sanitaire départemental.

Vous devez notamment respecter les règles de base suivantes :

- ne pas raccorder entre elles les conduites d'eau potable et les canalisations d'eaux usées, ni installer de dispositifs susceptibles de laisser les eaux usées pénétrer dans les conduites d'eau potable ou vice-versa.
- ne pas utiliser les descentes de gouttières pour l'évacuation des eaux usées.
- vous assurer que vos installations privées sont conçues pour protéger la propriété contre tout reflux d'eaux usées ou pluviales en provenance du réseau public notamment lors de sa mise en charge (joints et tampons étanches, dispositif anti-refoulement, ...).

De même, vous vous engagez à :

- équiper de siphons tous les dispositifs d'évacuation (équipements sanitaires et ménagers, cuvettes de toilettes, grilles de jardin, ...).

• poser toutes les colonnes de chutes d'eaux usées verticalement et les munir de tuyaux d'évent prolongés au-dessus des parties les plus élevées de la propriété.

• assurer l'accessibilité des descentes de gouttières dès lors qu'elles se trouvent à l'intérieur.

• assurer une collecte séparée des eaux usées et pluviales jusqu'aux regards de branchements.

En particulier, lors de travaux nécessitant de raccorder un équipement (douche, machine à laver, ...) ou une installation (descente de gouttière, grille de cour, ...), veillez à bien respecter les circuits d'évacuation (les eaux usées dans les canalisations d'eaux usées et les eaux pluviales dans celles des eaux pluviales).

L'Exploitant du service doit avoir accès à vos installations privées pour vérifier qu'elles remplissent bien les conditions requises. Dans le cas où des défauts sont constatés, vous devez y remédier à vos frais.

Vous devez informer l'Exploitant du service de la fin des travaux de mise en conformité. Une visite de contrôle de la conformité des installations est alors effectuée.

*Attention* : dès la mise en service d'un branchement pour l'évacuation des eaux usées, vous devez mettre hors d'état de servir ou de créer des nuisances, les installations d'assainissement autonome (dégraisseurs, fosses, filtres, ...).

A défaut, la Collectivité peut, après mise en demeure, procéder ou faire procéder d'office, à vos frais, aux travaux de mise en conformité.

### 6•2 L'entretien et le renouvellement

L'entretien, le renouvellement et la mise en conformité des installations privées n'incombent pas à l'Exploitant du service. Celui-ci ne peut être tenu pour responsable des dommages causés par l'existence ou le fonctionnement des installations privées ou par leur défaut d'entretien, de renouvellement ou de mise en conformité.

### 6•3 Le cas des rétrocessions de réseaux privés

Toute intégration au réseau public d'assainissement de réseaux privés, réalisés par des aménageurs privés donne lieu à la conclusion d'une convention entre la Collectivité et l'aménageur.

Avant cette intégration, l'Exploitant du service peut contrôler la conformité d'exécution des réseaux et branchements privés.

Dans le cas où des désordres sont constatés par l'Exploitant du service, les travaux de mise en conformité sont effectués par les soins des propriétaires et à leurs frais.

## 6.4 Contrôle des conformités

Les contrôles de conformité des installations privées effectués à l'occasion de cessions de propriété à la demande des propriétaires, sont facturés par l'Exploitant du service au demandeur pour un montant de 90 euros HT au 01/01/2013. Ce prix est actualisé annuellement par application du coefficient figurant dans le contrat liant l'Exploitant du service et la Collectivité.



**On appelle « eaux industrielles » tous les rejets correspondant à une utilisation de l'eau autre que domestique**

## 7.1 Nature des eaux industrielles

Leurs natures quantitative et qualitative sont précisées dans les arrêtés municipaux autorisant le rejet et/ou dans les conventions spéciales de déversement passées entre l'Exploitant du service et l'établissement industriel, commercial ou artisanal désireux de se raccorder au réseau d'évacuation public. Toutefois, les établissements dont les eaux peuvent être assimilées aux eaux usées domestiques et dont le rejet ne dépasse pas annuellement 6 000 m<sup>3</sup> peuvent être dispensés de conventions spéciales.

## 7.2 Conditions de raccordement

Le raccordement des établissements commerciaux, industriels ou artisanaux au réseau public n'est pas obligatoire, conformément à l'article L 1331-10 du code de la santé publique.

Toutefois, ceux-ci peuvent être autorisés à déverser leurs eaux industrielles au réseau public dans la mesure où ces déversements sont compatibles avec les conditions générales d'admissibilité des eaux industrielles.

## 7.3 Demande de convention spéciale de déversement

La convention spéciale de déversement précisera entre autres :

- l'activité de l'industriel,
- les caractéristiques physiques et chimiques (débits, pollution, pH, température, etc) de l'effluent dont le déversement est autorisé,
- les prescriptions techniques de ses installations intérieures,
- le mode de calcul de l'assiette de la redevance,
- les conditions financières (redevance d'assainissement, coefficient de pollution),

- éventuellement, la participation financière aux réalisations de la Collectivité.

Toute modification de l'activité sera signalée à l'Exploitant du service et pourra faire l'objet d'une nouvelle demande de raccordement.

## 7.4 Caractéristiques techniques des branchements

Les établissements consommateurs d'eau à des fins industrielles devront, s'ils en sont requis par l'Exploitant du service, être pourvus d'au moins deux branchements distincts :

- un branchement pour les eaux domestiques,
- un branchement pour les eaux industrielles.

Chacun de ces branchements, ou le branchement commun, devra être pourvu d'un regard agréé pour y effectuer des prélèvements et mesures, placé à la limite de la propriété, de préférence sur le domaine public, pour être facilement accessible à l'Exploitant du service et à toute heure.

Un dispositif d'obturation permettant de séparer le réseau public de l'établissement peut être placé sur le branchement des eaux industrielles et accessible à tout moment à l'Exploitant du service.

## 7.5 Prélèvements et contrôles des eaux industrielles

Indépendamment des contrôles mis à la charge de l'industriel aux termes de la convention spéciale de déversement, les prélèvements et contrôles pourront être effectués à tout moment par l'Exploitant du service dans les regards de visite, afin de vérifier si les eaux industrielles déversées dans le réseau public sont en permanence conformes aux prescriptions et correspondent à la convention spéciale de déversement établie.

Les analyses seront faites par tout laboratoire agréé.

Les frais d'analyses seront supportés par le propriétaire de l'établissement si leur résultat démontre que les effluents ne sont pas conformes aux prescriptions, sans préjudice des sanctions prévues par le présent règlement.

## 7.6 Obligation d'entretenir les installations de prétraitement

Les installations de prétraitement prévues par la convention spéciale de déversement devront être en permanence maintenues en bon état de fonctionnement. L'établissement doit pouvoir justifier auprès de l'Exploitant du service du bon entretien de ces installations.

En particulier, les séparateurs à hydrocarbures, huiles, graisses, féculs, les débourbeurs devront être vidangés chaque fois que nécessaire.

L'établissement demeure, en tout état de cause, seul responsable de ces installations.

## 7.7 Redevance d'assainissement

En application du décret n° 2000-237 du 13 mars 2000, les établissements industriels, commerciaux ou artisanaux raccordés à un réseau public d'évacuation des eaux usées, sont soumis au paiement de la redevance d'assainissement.

Les règles d'application seront indiquées dans la convention spéciale de déversement.

## 7.8 Participations financières spéciales

Si le rejet d'eaux industrielles entraîne pour le réseau et la station d'épuration des sujétions spéciales d'équipement et d'exploitation, l'autorisation de déversement pourra être subordonnée à des participations financières aux frais de premier équipement, d'équipement complémentaire et d'exploitation, à la charge de l'auteur du déversement, en application de l'article L 1331-10 du code de la santé publique. Celles-ci seront définies par la convention spéciale de déversement si elles ne l'ont pas été par une convention antérieure.